

Pourquoi il faut absolument voter RN aux prochaines élections



Le 8 juin dernier notre site a publié l'article d'Emmanuel Crenne, conseiller régional non inscrit, intitulé : « Occitanie : régionales et départementales, votons tous pour le RN ».

J'ai retenu surtout ces paroles : « La France est en effet dans un état critique et fait face à une crise existentielle sans précédent (...) Il est donc essentiel de nous mobiliser pour ces élections autour du seul parti d'importance qui est le plus proche de nos idées ».

Dans notre site, il y a maintenant beaucoup de textes concernant les élections présidentielles de 2022. Mais d'ici là, il peut se passer encore beaucoup de choses. Par contre,

le 20 et le 27 juin, c'est bientôt. Mobilisons-nous donc avant tout pour ce scrutin.

J'ai déjà publié ici, le 21 mai 2021, un article «Pourquoi je m'apprête à voter en juin pour le Rassemblement national ». Ensuite, j'ai encore écrit d'autres textes, auxquels certains lecteurs ont réagi. Et, bien sûr, je lis aussi des commentaires des lecteurs d'autres articles.

Cela me permet de voir que si le RN suit aujourd'hui une certaine ligne politique, parmi ses supporters, certaines attitudes, attribuées traditionnellement à l'extrême droite, restent malheureusement bien vivantes. Je pense, bien sûr, à l'antisémitisme et, de façon plus générale, au caractère haineux, jaloux et rancunier de certains.

Cela ne m'empêche pas de garder mon intention de voter pour le RN et d'inviter mes lecteurs à faire pareil.

À ceux qui pensent que les Juifs ne s'intéressent qu'à eux-mêmes, je dirai qu'aujourd'hui les Juifs de France doivent comprendre que l'islamisation de ce pays représente pour eux une menace autrement plus sérieuse que l'extrême droite. Il est donc tout à fait logique de suivre le fameux principe : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

Mais l'on peut aussi avoir des sentiments, allant plus loin que sa famille et sa tribu. Pour ce qui me concerne, sans être un Français de souche, j'aime sincèrement la France. Elle m'a beaucoup donné ; ainsi, je lui dois beaucoup. Je veux donc qu'elle reste elle-même, qu'elle ne perde pas son identité.

Je l'ai aimée déjà avant même de pouvoir venir ici, puisque nous étions enfermés derrière le rideau de fer. Déjà à Prague, j'apprenais le français. Mon père, qui avait visité Paris avant la guerre, m'en a parlé avec beaucoup d'enthousiasme. Pour les Tchèques instruits, Paris était la capitale mondiale de la culture.

Je me souviens du livre d'Adolf Hofmeister, un temps l'ambassadeur de la Tchécoslovaquie en France, « Touriste contre sa volonté ». Il y raconte comment il a quitté Prague

pour Paris en 1939, suite à l'invasion allemande. Il y insère comme une lettre personnelle à « Ma France douce ».

Il y écrit : « Je vous ai, Madame, tant aimée ». Mais après, il ajoute : « Un officier allemand vous a surprise au lit avec monsieur Laval. Quel mauvais goût ! » Et il termine cette lettre : « Peut-être nous nous rencontrerons encore sur le Pont des Arts, qui sait. Mais est-ce que ce sera encore toi ? »

En tous cas, je me pose souvent la question de savoir combien de temps la France sera encore celle « que nous avons tant aimée ».

Pour en revenir aux élections du 20 et du 27 juin, je ne vois vraiment pas quel autre grand parti que le Rassemblement National peut être perçu comme défendant réellement l'identité française.

J'ai déjà écrit plusieurs fois que la droite dite modérée devrait se réconcilier avec la droite dit extrême. Malheureusement, nous en sommes toujours très loin. Il faut peut-être comprendre pourquoi.

Je crois que la vie politique française est toujours très fortement influencée par un certain nombre de mythes qui ne correspondent pas à la réalité, mais qui sont profondément ancrés dans l'inconscient d'un grand nombre de citoyens. Et les politiciens, qui veulent être élus, s'estiment obligés d'en tenir compte.

Il y d'abord le mythe républicain. Encore aujourd'hui on utilise le terme « le Front républicain », pour désigner les désistements entre la droite modérée et la gauche.

On sait que la devise de la République, c'est « Liberté-Égalité-Fraternité ». Ce que tout le monde ne sait pas, c'est que dans une société, plus il y a de liberté, moins il y a d'égalité. D'ailleurs les républicains de 1848 en ont été conscients et c'est pourquoi ils ont ajouté le mot fraternité, emprunté à la tradition chrétienne.

Certains font comme si la France eut commencé en 1789, cependant qu'elle avait commencé avec le baptême du roi Clovis par saint Rémi. Ils connaissent, bien sûr le Louvre, les châteaux de la Loire, le château de Versailles. Mais pour eux, ce sont essentiellement des biens utiles pour l'industrie du tourisme.

Un deuxième grand mythe qu'il faut analyser, c'est le mythe de l'antifascisme. Le fascisme est confondu avec la « réaction », sous sa forme la plus brutale. Tout le monde ne sait pas que Mussolini était d'abord un homme de gauche qui dirigeait une fraction importante des socialistes italiens. Lors de la conquête italienne de la Libye en 1911-1912, il proclamait : « Pas un homme, pas un sou, pour la guerre impérialiste ! » En 1914, l'Italie d'abord restait neutre. Puis un groupe de socialistes français, futurs communistes, sont venus en Italie et ont donné une grosse somme d'argent à Mussolini, pour que son journal « Il Popolo d'Italia » prône l'entrée de l'Italie en guerre aux côtés de la France.

L'on sait que les Allemands, assoiffés de la revanche après leur défaite en 1918, se sont inspiré du fascisme italien pour constituer le mouvement national-socialiste. Et que celui-ci a entraîné l'Allemagne dans la Deuxième Guerre mondiale, considérée comme la plus grande catastrophe de l'histoire. En France, à l'époque, c'étaient des gens de gauche qui formaient l'essentiel des pacifistes et des munichois. Et comme l'URSS a conclu en août 1939 un traité avec l'Allemagne (ce qui a permis aux Soviétiques de s'emparer d'une partie de la Pologne et de la Roumanie, ainsi que des trois États baltes), les communistes français en 1940 invitaient les travailleurs français à fraterniser avec les soldats allemands. Leur mot d'ordre alors était : « Pétain est le représentant de l'impérialisme allemand, de Gaulle est le représentant de l'impérialisme britannique. Nous, les travailleurs français, nous n'avons rien de commun avec leur querelle ».

Ce n'était qu'après que l'Allemagne eut attaqué l'Union soviétique, en juin 1941, qu'ils se sont engagés dans la Résistance.

Mais ça leur a permis d'apparaître ensuite comme de bons Français. Par contre les pétainistes, qui n'avaient pas grande chose de commun avec le fascisme et qui étaient le plus souvent de simples conservateurs, étaient présentés comme des fascistes et des traîtres à la patrie.

Les vaincus ont tort, pour ainsi dire par définition. Par contre beaucoup de gens ont tendance à voler au secours de la victoire.

Ainsi s'est constituée une sorte d'alliance entre la gauche marxiste et la droite libérale contre ceux que l'on qualifie d'extrême droite.

La gauche marxiste a perdu un peu de son prestige depuis l'effondrement de l'empire soviétique. On commence à savoir que les crimes commis par les marxistes étaient plus nombreux que ceux commis par les fascistes et les nazis.

Et pourtant un homme comme Jean-Luc Mélenchon, qui est incontestablement un héritier des criminels marxistes, qui dirigeait longtemps le « Front de gauche », l'unissant avec le Parti communiste français avec son passé stalinien bien connu, peut encore se présenter comme un républicain.

Par contre Marine Le Pen est systématiquement présentée comme une ennemie de la démocratie.

En quoi l'est-elle ? Elle a qualifié la démocratie de « principe fondamental de la République française » et de « bien sacré ».

Au Parlement européen, le RN appartient à « l'Alliance européenne pour la liberté » qui regroupe la Ligue du Nord (Italie), le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), le Vlaams Belang (Belgique) et le Parti pour la liberté (PVV, Pays-Bas). À en croire Wikipédia, « Ces partis ont en commun de condamner l'antisémitisme, d'afficher une position libérale sur les

questions de société par le biais desquelles ils condamnent l'islam en tant que tel, et de défendre un positionnement géopolitique pro-israélien ».

En 2011, Marine Le Pen a rencontré à New-York Ron Prosor, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU. Déjà en 2004, elle avait rencontré l'avocat Gilles-William Goldnadel, membre du CRIF. Goldnadel a protesté, en mars 2021, sur le réseau social Twitter, contre la dissolution du groupe « Génération identitaire », dont il est avocat.

Et enfin, elle s'est bien démarquée de la fameuse phrase malheureuse de son père, en qualifiant la Shoah de « summum de la barbarie ».

Mais je ne veux surtout pas que l'on pense que les Juifs s'attribuent le rôle de distribuer – ou de refuser – aux politiciens le label de bons démocrates.

Pour ce qui me concerne, je suis opposé au marxisme et à l'islam tout à fait indépendamment de l'attitude que ces idéologies pouvaient, et peuvent aujourd'hui, avoir à l'égard des Juifs. Je pense simplement qu'elles ont fait beaucoup plus de mal que de bien, en général. D'ailleurs même Hitler, que tout le monde condamne à juste titre, a aussi fait du bien. Il a restauré l'économie allemande, il a rendu leur fierté aux Allemands, humiliés par le traité de Versailles. S'il s'était arrêté dans sa politique de revanche et d'expansion après les accords de Munich de 1938, l'Allemagne aurait pu encore avoir ses frontières de l'époque – et d'une manière pas tout à fait injustifiée.

Les rabbins enseignaient traditionnellement aux Juifs que leur dispersion était une punition divine pour les fautes de leurs ancêtres. Mais ils disaient aussi que d'après les fameux trois serments, les nations ne devraient pas opprimer Israël trop durement.

On peut dire que dans ce domaine, avec Hitler, les nations ont dépassé toute limite. La Providence a alors permis au peuple

d'Israël de retourner en terre d'Israël. Et nous espérons qu'il y vivra conformément à la Thora d'Israël.

Tout cela concerne essentiellement les Juifs. Ici, nous sommes en France. L'équipe qui dirige ce pays aujourd'hui, lui fait beaucoup de mal. Si elle n'est pas remplacée rapidement par une équipe tout à fait différente, la France s'acheminera vers une guerre civile, ou alors vers une disparition en douceur, encore plus humiliante.

Les élections du 20 et du 27 juin prochain n'ont pas la même importance que les présidentielles de 2022. Mais elles sont quand même aussi très importantes. Alors, je vous en prie, allons voter, et votons bien !

Dr Martin JANECEK